

Revue du MAUSS

Revue trimestrielle

SOMMAIRE / N° 14 / NOUVELLE SÉRIE / QUATRIÈME TRIMESTRE 1991

Présentation.....	3
André GORZ	
<i>Droite/gauche. Essai de redéfinition</i>	15
Chantal MOUFFE	
<i>Vers un socialisme libéral ?</i>	28
Ahmet INSEL	
<i>La gauche et l'écllosion du politique.....</i>	43
Ralf VANDAMME	
<i>Le MAUSS est-il un nouveau mouvement social ?</i>	
<i>Lettre ouverte au MAUSS.....</i>	57
Roland PUERTO-MARTINEZ	
<i>La gauche approximative</i>	63

PISTES, ESQUISSES ET CONTROVERSES

Pascal COMBEMALE	
<i>Indiana Jones, ou « Que le guerrier agôn-ise... »</i>	70
Jean-Luc BOILLEAU	
<i>Réponse à Pascal Combemale</i>	74
Gérard FABRE	
<i>Le procès de Georges Bataille.....</i>	78

CHRONIQUE DES SAVOIRS ET DE LA RECHERCHE

Gerald BERTHOUD	
<i>Somlo et l'ordre généralisé du don.....</i>	83
Jean-Pierre LAMBERT	
<i>Pensez usages! Plaidoyer pour l'usologie.....</i>	93
Alain CAILLÉ	
<i>Notes sur le concept d'utilitarisme, l'antinomie de la raison utilitaire normative et le paradigme du don. Postface au Manifeste du MAUSS</i>	101
Paul JORION	
<i>Le frère de ma mère sera toujours mon oncle</i>	117

HÉRITAGES

André ORLÉAN	
<i>L'origine de la monnaie (I).....</i>	126
Michel TERESTCHENKO	
<i>La réévaluation de l'intérêt égoïste dans la philosophie utilitariste classique.....</i>	153

BIBLIOTHEQUE

Alain CAILLÉ, Serge LATOUCHE, Thierry PAQUOT,..	171
--	-----

Revue du MAUSS

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

CONSEIL DE PUBLICATION: Cengiz Aktar, Rigas Arvanitis, Louis Baslé, Jean-Luc Boilleau, Hubert Brochier, Giovanni Busino, Annie L. Cot, Henri Denis, Mary Douglas, Jean-Pierre Dupuy, François Fourquet, Michel Freitag, Roger Frydman, Jacques T. Godbout, Marc Guillaume, Jérôme Lallement, Bruno Latour, Claude Lefort, Louis Moreau de Bellaing, Chantal Mouffe, Thierry Paquot, Jean-Claude Perrot, Wolfgang Sachs, Alfredo Salsano, Jean-Michel Servet, Lucien Scubla, Paulette Taieb, Annette Weiner.

COMITÉ DE REDACTION : Marc Anspach, Gerald Berthoud, Guy Bénéy, Pierre Bitoun, Pascal Combemale, Bernard Guerrien, Paul Jorion, Serge Latouche, Pierre Lantz.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Caillé.

SECRETAIRE DE REDACTION : Ahmet Insel.

Les manuscrits sont à adresser à : Revue du MAUSS, La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

Revue publiée avec le concours du Centre national des lettres

La *Revue du MAUSS* est publiée par une association 1901. En devenant membre de l'association, vous serez tenu au courant de ses activités. Adhésion: 50 F par an (chèque à l'ordre du MAUSS à adresser à La Découverte).

PRÉSENTATION

La précédente livraison de la *Revue du MAUSS* interrogeait la signification de l'opposition de la droite et de la gauche et posait la question de savoir quel degré d'actualité elle conserve. La question est largement une question de fait. Aussi, pour se garder de tout risque de dogmatisme, fallait-il procéder de façon d'abord partiellement empirique. Ce que nous avons fait en donnant la parole à certains de ceux qui contribuent à éclairer l'opinion savante et intellectuelle. Le résultat, empirique là encore, ne laisse guère place au doute. Aucun des contributeurs à ce numéro ne propose de caractérisation positive de la gauche qui soit à la fois simple, claire, roborative et susceptible d'entraîner chez les larges masses une adhésion spontanée à la fois simple, claire et roborée¹. Et encore ces articles ont-ils été écrits avant qu'une des composantes historiques essentielles de la gauche ne s'autodissolve en Russie, levant ainsi, espérons-le, une des plus lourdes hypothèques qui pesait sur l'imaginaire politique depuis plus de cinquante ans. De même, peut-on supposer, la perte de l'espérance en la gauche aurait-elle été encore plus nette et marquée si ce numéro avait été plus résolument empirique et si au lieu de discuter sur la droite et la gauche en général, comme *sub specie aeternitatis*, il avait été esquissé un bilan et une appréciation de la gauche effective, autrement dit de la gauche politicienne. Il est clair, en effet, que la classe politique de gauche est désormais à peu près aussi discréditée que sa concurrente de droite, que son affairisme, son népotisme et son mépris croissant ne serait-ce que des apparences de la vertu et de l'honnêteté publiques n'ont plus rien à envier à ceux professés de longue date par la droite, quand ils ne l'excèdent pas. Comme si le fait d'avoir été trop longtemps tenu à l'écart du pouvoir et celui de s'être fait élire au nom des moins riches autorisait à mettre les bouchées doubles. Ne faut-il pas réaliser au plus vite une accumulation primitive dont l'opportunité ne sera pas éternelle? Et le sacre des nouveaux notables n'est-il pas par lui-même une victoire du peuple par procuration? Bref, et pour en rester au seul Hexagone, il y a peu de chance que le débat public et politique soit revigoré et rendu fracassant par la

1. Seul Bernard Guerrien se voulait « résolument à gauche ». Mais les ruses de l'histoire étant infinies, des auteurs de droite nous ont dit adhérer parfaitement à sa caractérisation de la vraie gauche.

question de savoir s'il faut préférer Fabius à Jospin ou Rocard plutôt que Giscard à Chirac ou Léotard.

Et pourtant le présent numéro, à travers les trois contributions liminaires d'André Gorz, Chantal Mouffe et Ahmet Insel, s'affiche nettement dans la mouvance de la gauche. Contradiction ? Nous ne le croyons pas. Autant il devient urgent de marquer ses distances avec les professionnels de la gauche et de tirer les leçons de leur échec, autant il l'est aussi d'assumer l'héritage de ce qui, depuis plus de deux siècles, se cherche, dans la confusion souvent, dans l'horreur parfois, sous la bannière de la gauche le plus souvent². Quoi ? Trois choses essentielles et liées probablement :

1° D'une part, la gauche a toujours été associée à la contestation de l'ordre établi et de la loi, identifiée en somme au pôle de la main gauche, la main sinistre³, le pôle des pratiques et des aspirations pas trop catholiques. Sa fonction a donc toujours été de révéler l'arbitraire de toutes les lois instituées et de toutes les transcendances qui étaient censées les étayer symboliquement. L'horizon de sa quête est la constitution d'une société humaine radicalement auto-instituée, qui n'accepte de transcendance qu'immanente à l'ordre de l'ici-bas, et refuse de faire dépendre celui-ci d'aucune extériorité métasociale, que celle-ci revête la figure de Dieu, de la tradition immémoriale, de la nature ou d'un quelconque mythe fondateur. Notons au passage que cette position radicalement immanentiste n'implique en tant que telle ni la valorisation *a priori* de tout ce qui est nouveau du seul fait que ce serait nouveau, ni la condamnation symétrique, *a priori*, de tout ce qui est ancien. Nul « progressisme » et nul « régressisme » de principe donc. Dans la guerre des anciens et des modernes, voire des post-modernes, c'est en permanence qu'il convient d'arbitrer en fonction de la seule question qui importe : qu'est-ce qui est susceptible de concourir à l'édification d'une société pleinement humaine ?

2° Par ailleurs, ce refus de l'hétéronomie, cette recherche des voies de l'auto-institution et de l'autonormalisation, la tradition de la gauche les poursuit dans le cadre d'une visée d'*universalisme*. Pour elle, ce ne sont pas seulement les cultures ou les so-

2. Est-il besoin de préciser que l'horreur et la confusion sont tout aussi équitablement représentées à droite ?

3. Cf. Robert HERTZ, « La prééminence de la main droite » (1909), in *Sociologie religieuse et folklore*, PUF, Paris, 1970 ; Rodney NEEDHAM, *Right and Left, Effays on Dual Symbolic Classifications*, University of Chicago Press, 1973 ; Serge TCHERKEZOFF, *Le Roi Myamwezi, la droite et la gauche*, Ed. de la MSH, Paris, 1983.

ciétés qui doivent être autonomes et autodéterminées, mais aussi les individus, autrement dit les hommes en tant qu'hommes et pas seulement en tant qu'Anglais, Persans, musulmans ou Indo-Européens. Le risque permanent qu'encourt cette visée universaliste est de basculer dans un universalisme abstrait, dans le mauvais universel, celui qui, ne voyant que l'homme et l'individu, ignore la personne et le citoyen. Mais ce risque fait pendant au risque symétrique qui guette cette fois les traditionalismes de droite, qui ne veulent connaître que de la personne et/ou du citoyen. Au moins ce mauvais universalisme a-t-il le mérite, là encore, de faire éclater au grand jour l'arbitraire foncier de tous les particularismes et d'affirmer l'exigence que l'accès aux valeurs de la liberté, de l'individuation et de la perfection soit ouvert à tous et pas seulement aux membres d'une culture, d'une classe ou d'une caste particulières. La liberté et l'égalité ne sont pas en tant que telles des valeurs spécifiquement de gauche, il est vrai. Leur origine historique empirique, le fait a souvent été noté, est fréquemment aristocratique. Ce qui est « de gauche », c'est le fait d'affirmer que la liberté, l'égalité, la solidarité et le souci d'une certaine perfection ne doivent pas régner uniquement entre les meilleurs, au sein de l'élite autoproclamée et autoreconnue, mais qu'ils doivent être, en principe, recherchés pour tous et par tous⁴. c'est pour cette raison que rien n'a mieux symbolisé l'aspiration de gauche que le fait de parler du point de vue du « peuple », puis de la classe ouvrière. Assurément, le danger est permanent de glisser de l'affirmation du droit à celle du fait et de proclamer, dans un formidable système de dénégation, que les individus empiriques sont réellement et concrètement égaux, libres et parfaits, lors même qu'ils ne le sont manifestement pas. Que n'importe qui ou n'importe quoi vaut empiriquement n'importe qui ou n'importe quoi. Mais, ici encore, ce danger est la contrepartie d'un danger symétrique avec lequel il forme système : celui de se résigner allègrement à l'inégalité, à la privation de la liberté effective et à l'impossibilité d'accéder à une forme ou une autre de perfection pour le plus grand nombre. De même que, notions-nous, il convient de s'affranchir de la dichotomie empoisonnée du progressisme et du « régressisme », de même il est nécessaire de sortir du jeu de bascule entre égalitarisme et anti-égalitarisme.

4. Avant d'être « de gauche », cette affirmation de l'égalité de tous les hommes a été chrétienne. Mais le christianisme place cette égalité dans l'au-delà et sur un plan religieux. La gauche cherche à la réaliser ici-bas, sur le plan politique.

3° Concrètement, cette revendication de l'auto-institution des sociétés des sujets humains, comme l'affirmation que ne sont pleinement humaines que les sociétés qui visent à offrir la possibilité de l'individuation à tous et non pas seulement à quelques-uns, implique que soit pleinement reconnue la légitimité du désir d'égalité des conditions. Sur ce point, l'analyse de Tocqueville est indépassée, qui montre de manière lumineuse :

- que ce désir est la force irrésistible qui accouche d'une société moderne ;

- qu'il est lourd de menaces liberticides parce qu'il déclenche la rivalité mimétique de tous avec tous et qu'il crée un énorme appel d'air dans lequel s'engouffrent toutes les pulsions à l'hypertrophie d'un pouvoir tutélaire et d'un despotisme mou et avilissant que tout le monde, dans la société démocratique, appelle virtuellement de ses vœux parce qu'on y préfère la puissance occulte d'un pouvoir impersonnel au pouvoir trop concret d'individualités charismatiques ;

- qu'il n'est cependant pas d'autre horizon à partir duquel puisse se déployer l'imaginaire politique moderne parce que rien ne peut être opposé, ni concrètement ni symboliquement, à ce désir d'égalité qui ne procède de sa logique même, et parce que toute tentative de (re)naturaliser et de (re)légitimer les hiérarchies non égalitaires est vouée à l'échec. Ne reste donc que la solution de s'accommoder de la passion égalitaire. Ce qui implique que le seul remède aux effets non démocratiques du jeu de la démocratie est à rechercher dans la démocratie elle-même. Il vaut la peine de remarquer que Tocqueville, en tant qu'auteur libéral, passait il y a peu pour être « de droite » et réactionnaire. Nous avons sans doute un signe des temps, pas très encourageant, dans le fait qu'à relire aujourd'hui les grands classiques du libéralisme, Tocqueville, John Stuart Mill et même Guizot, on a presque le sentiment de se trouver face à de dangereux gauchistes. Voilà une bonne mesure du degré d'avancement de nos sociétés contemporaines en direction de ce despotisme mou que pronostiquait Tocqueville et du degré de renoncement contemporain à l'idéal d'auto-institution et d'individuation universels. Un bon indice également, comme le soutient *Chantal Mouffe*, dans sa présentation de la pensée de N. Bobbio, du fait qu'il n'est nul besoin pour penser une démocratie radicale de chercher ailleurs que dans les préceptes mêmes de l'évolution « bourgeoise », quitte à les opposer à eux-mêmes. Au moins les grands auteurs libéraux post-révolutionnaires ne remettraient-ils pas en cause la légitimité même de la révolution de

1789, en tiraient-ils les leçons et n'aspiraient-ils pas à un en-deçà de la révolution, quelques mérites qu'ils pussent reconnaître par ailleurs à certains des traits de l'Ancien Régime. On a le sentiment aujourd'hui, au contraire, que toute contestation de l'ordre établi, même rétrospective, sera aussitôt taxée d'impiété. Ce rappel du souffle qui animait les grands libéraux classiques doit nous mettre en garde contre toute tentation d'identifier de façon biunivoque et rigide l'esprit de la gauche, tel que nous tentions de le caractériser à l'instant, avec les programmes et les pratiques des partis classés dans le champ du jeu politique empirique. Des auteurs ou des hommes politiques rangés à gauche à certaines époques et dans certains pays se retrouvent situés à droite en d'autres temps et en d'autres lieux. Le cas de Jeremy Bentham, par exemple, en offre une parfaite illustration. Et telles ou telles positions « de gauche », au sens où nous tentons de les caractériser ici — par la visée d'autonormation individuelle et collective, par la quête universaliste et par l'acceptation de la légitimité de l'aspiration égalitaire —, ont pu être défendues par des hommes classés « à droite » dans le jeu politique. Et réciproquement⁵.

5. Il faut ici revenir brièvement sur le débat qui m'a opposé à Alain de Benoist dans le dernier numéro. Par souci de correction, je n'avais pas voulu répondre à sa réponse et lui avais laissé le dernier mot. Mais comme certains lecteurs, parfois même bons connaisseurs du *MAUSS*, semblent avoir été convaincus par son argumentation et en avoir tiré la conclusion qu'à peu près rien ne nous sépare vraiment, je crois devoir affirmer ou réaffirmer :

1° que, quoique A. de Benoist passe son temps à expliquer qu'il n'a pas dit ce que j'ai dit qu'il dit, je n'ai le sentiment d'avoir inventé aucune des positions que je lui impute ;

2° que la référence indo-européenne, fût-elle exclusivement linguistique, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas, fait problème et surtout chez quelqu'un qui déclare préférer le mythe au *logos* et qui considère les grandes religions issues de la tradition indo-européenne comme des dégénérescences d'un fond primitif. Encore une fois, la subordination de l'utilitaire au non-utilitaire n'a rien de spécifiquement indo-européen, pas plus que l'idée que si la force vaut mieux que la richesse, la sagesse est préférable à la force. Confucius aurait-il été indien sans le savoir ? Ne croyant pas plus à la nécessité d'enraciner la vie sociale et politique dans la transcendance du mythe que dans celle de Dieu ou de la nature, je crois encore moins à celle de l'enraciner dans un hypothétique message indo-européen primordial ;

3° A. de Benoist ne répond nullement à la question de savoir s'il accepte la conclusion de Tocqueville selon laquelle il n'y a pas de sens à tenter d'instituer le jeu politique moderne sur autre chose que l'acceptation de l'imaginaire de l'égalité des conditions. Il répond (p. 128 et 129) qu'il est lui aussi démocrate, et encore, à juste titre, que c'est d'abord au défaut de démocratie que l'anti-utilitarisme doit s'attaquer. Mais, par ail-

C'est que, historiquement, le champ politique concret des sociétés modernes s'est structuré au premier chef à partir d'une autre opposition centrale, qui en est venue à surdéterminer toutes les autres : l'opposition entre défenseurs du capitalisme et tenants du socialisme, elle-même identifiée à la lutte entre hérauts de la bourgeoisie et tribuns du peuple prolétaire. Sur le long terme, la ligne de force principale qui s'est imposée est celle qui a distribué à droite les partisans de l'extension du marché et à gauche ceux de l'extension de l'État. Mais ce n'est que sur le très long terme et tendanciellement que la clarté de cette distribution a fini par devenir aveuglante. Pendant deux siècles, chacun des deux camps s'est en effet trouvé profondément divisé, entre la droite et l'extrême droite, d'une part, entre la gauche et l'extrême gauche, d'autre part. Là où la droite prônait le marché tout en acceptant un peu d'État, une extrême droite traditionaliste, résolument anticapitaliste et cherchant son inspiration dans une mythification du passé,

leurs, il dépeint principalement les vertus de l'Ancien Régime (p. 126 et 127), le despotisme issu de l'égalité, l'insuffisance du parlementarisme, pour assurer que la substance de la démocratie réside dans « l'identité de la volonté générale et de la loi, l'identité de vues entre gouvernants et gouvernés et le contrôle [aux modalités non précisées ; A. C.] des premiers par les seconds ». On ne voit pas trop quel chef totalitaire — ils sont tous « démocrates » — pourrait refuser une telle formulation rousseauiste radicale. Je croyais moi, avec Claude Lefort, que la démocratie consistait d'abord dans l'acceptation du fait insurmontable de la division entre les hommes et non pas en la quête d'une improbable et toute mystique « fusion » des volitions individuelles et générales. De même, comme A. de Benoist proclame que « le seul ennemi c'est le libéralisme », on conçoit qu'il ne s'attarde pas sur la différence entre libéralisme et libérisme sur laquelle je l'avais interrogé. J'avoue pour ma part que Tocqueville et J. Stuart Mill me semblent des inspireurs plus recommandables, en vue de penser les politiques modernes, que R. Guénon, J. Evola ou M. Heidegger. Par ailleurs, je ne comprends pas le statut de la condamnation constante et globale par A. de Benoist de la modernité. J'entends bien que, contrairement à ce qu'affirme par exemple C. Castoriadis, il n'est pas possible d'y découper à volonté le bon et le mauvais, le gentil marché et le mauvais capitalisme, la bonne auto-institution et la mauvaise technocratie, par exemple. Mais, sans vouloir faire preuve d'un hégélianisme excessif, je suis quand même enclin à penser que la modernité procède sinon d'une nécessité absolue au moins d'une certaine logique, si bien que je vois mal quel sens il y a à prétendre parler et oeuvrer d'ailleurs que de là où l'histoire nous a menés et où l'on se trouve ;

4° enfin, malgré les gros sabots que j'avais cru devoir chausser pour l'amener à s'expliquer sur ce point qui est bien évidemment le point essentiel, A. de Benoist glisse élégamment sur la question de savoir comment est financé « Nouvelle École » et par qui. Il se dépeint comme un homme libre. J'aimerais être sûr qu'il n'est pas la partie émergée d'un iceberg fort peu libéral.

a longtemps plaidé pour une limitation drastique du marché et, dans un anti-étatisme paradoxal, a à la fois milité pour la suppression de l'État moderne et pour l'instauration d'un État fort. De même, à la gauche modérée et sociale-démocrate, partisane de plus d'intervention de l'État mais acceptant un certain jeu du marché, s'est longtemps opposée une extrême gauche, cherchant, son inspiration dans la mythification d'un avenir radieux qui devait résulter, en théorie, de la suppression aussi bien du marché que de l'État et, en pratique, de l'hypertrophie de l'État aux dépens du marché. Ces extrémismes symétriques étant aujourd'hui largement hors de course — au moins à l'Ouest et sauf toujours possible « revival » —, ne parlons plus que de la droite et de la gauche classiques, présentables et de bon ton. Il est clair désormais que, une fois débarrassées de leurs flancs extrêmes et de leurs alliés respectifs, ce qui les rassemble — une commune acceptation de l'État représentatif parlementaire et des règles du jeu du marché — est infiniment plus important que ce qui les sépare. d'où la perte de sens et d'intérêt du débat politique: Cette fusion asymptotique de la droite et de la gauche ne peut paraître surprenante que si l'on oublie que l'État représentatif et le marché sont des institutions essentiellement solidaires, qui s'appellent l'une l'autre, et que, tendanciellement, plus de marché signifie plus d'État, et réciproquement. l'erreur commune de la droite et de la gauche classiques, qu'exploitent les extrémismes, est de circonscrire l'essentiel de leur débat au jeu de miroir de l'État et du marché, oubliant que ces deux institutions, aussi indispensables soient-elles à la régulation de la grande société, ne font pas sens par elles-mêmes et que leur légitimité est avant tout instrumentale. On veut bien, à la rigueur, mourir pour sa famille ou ses amis, pour sa propriété ou pour l'amour de la vérité, et donc pour les libertés qui garantissent l'accès à ces « biens primaires ». On ne meurt ni pour un taux de croissance ni même pour un parlement. La gauche et la droite ont tendance à présenter l'extension indéfinie de l'État ou du marché comme des fins en soi, alors que les seules finalités humaines véritables consistent dans l'enrichissement de l'existence concrète, autrement dit dans celui de la « socialité primaire », le domaine des relations de personne à personne, dans l'extension de la confiance des êtres humains envers les autres êtres humains, dans celle de la possibilité de donner, de se dévouer, d'apparaître aux autres, de jouer, d'aimer et de créer. Ou encore, pour le dire dans le langage de J. Habermas ici employé par *André Gorz*, le développement conjoint du marché et de l'État s'opère au détriment du

« monde vécu », « colonisé par les sous-systèmes économique et administratif⁶ ». Le programme d'une gauche véritable retrouvée, conclut donc à juste titre André Gorz, ne peut consister que dans la visée de la reconquête par le « monde vécu » des espaces qu'il a laissés coloniser par les appareils étatiques et marchands. Concrètement, poursuit-il, l'enjeu central dans une société « où il ne peut plus y avoir d'emplois stables et à plein temps pour tous » portera sur « la question de l'usage qui sera fait des économies de travail ». Sera « de gauche » tout ce qui contribuera à libérer du temps en vue de l'émancipation des individus par rapport aux contraintes du calcul économique et qui ira dans le sens du développement des « sphères d'activité autodéterminées, autocentrées et auto-organisées ». On ne saurait mieux et plus succinctement caractériser une position anti-utilitariste⁷.

Un point, cependant, fait problème dans les analyses d'André Gorz. Comme nombre d'auteurs récents, il semble se résigner à l'éclatement de la société en sphères d'activité fonctionnelles spécialisées et à son corollaire, qui est celui de la « différenciation des sphères de l'existence qui interdit au sujet de chercher son unité dans aucune de ces sphères ». Toute tentative de lutter contre des processus de différenciation et d'émiettement de l'action sociale serait intrinsèquement et immanquablement totalitaire. Le seul

6. Le concept de « monde vécu » de Habermas et très proche de celui que nous proposons sous le nom de « socialité primaire » (cf. A. CAILLÉ, *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Droz, Genève, 1986, 4^e partie. Ou A. CAILLÉ et J. GOUBOUT, « Le don existe-t-il encore », *Revue du MAUSS*, n° 11). Mais il nous semble avoir à la fois des connotations trop psychologues et trop rationalistes. Le « monde vécu », nous semble-t-il, n'est pas tout d'abord un monde où l'on échange des arguments sous les auspices de la raison communicationnelle. Il est d'abord régi, y compris dans ses dimensions langagières, par l'exigence immédiatement sociale de donner, recevoir et rendre. Sans compter que la socialité primaire est toujours déjà instituée par une forme ou une autre de secondarité, par du politique et du symbolique.

7. Nous trompons-nous en croyant percevoir une certaine évolution dans la position d'André Gorz ? Dans « Allocation universelle : version de droite et version de gauche » (cf. *Bulletin du MAUSS*, n° 25, septembre 1987), il liait l'octroi de ce que nous appelons un revenu de citoyenneté à une obligation de travail minimal. Récemment encore dans *Partages*, la revue des chômeurs, il stigmatisait les « arendtiens », autrement dit ceux qui entendent dissocier la citoyenneté de l'obligation de travailler, autrement dit encore, nous a-t-il semblé, le MAUSS. Dans le présent article, au contraire, il écrit : « l'idéologie de l'effort et du mérite individuel, la défense de l'emploi et l'identification au travail sont ainsi devenus des thèmes de droite qui permettent de gagner des blocs de la classe ouvrière à une nouvelle alliance national-productivisme en faveur d'une modernisation libérale capitaliste. »

objectif que l'on puisse poursuivre, ajoute-t-il dans une optique très proche de celle d'Alain Touraine et de Martin Walzer⁸, est celui d'éviter qu'une sphère d'activité particulière, notamment le politique et l'économique, n'empiète sur les autres et ne les assujettisse à sa loi. c'est là, en somme, revendiquer la démocratie plurielle pour les multiples sphères d'activité fonctionnelle posées comme toutes égales en droits sur le modèle de l'égalité de tous les citoyens. Le moindre des paradoxes n'étant pas que cet octroi de la citoyenneté aux diverses sphères d'activité s'opère en fait au prix de l'abandon de l'idéal classique de la citoyenneté. Comment pourrait-il, en effet, subsister de la citoyenneté s'il n'existe plus de sujet humain doté d'un minimum de cohérence et autorisé à parler et à opiner du point de vue de cette cohérence virtuelle hors des seuls champs de plus en plus étroits de leur compétence fonctionnelle ? Une telle visée nous paraît reposer sur une mécompréhension de l'essence du politique. Parce que les sociétés ne sont pas des espaces plans et homogènes, parce qu'elles ne peuvent pas ne pas poser la question de leur unité et de leur identité, comme celle de l'unité et de l'identité des sujets qui les composent, parce que, du même coup, les divers sous-systèmes d'action sociale sont effectivement hiérarchisés et ne doivent pas avoir tous la même importance, le politique n'est pas un sous-système empirique de même rang que les autres. Métaniveau instituant, il est le lieu où se joue le rapport de la société à elle-même⁹. Pour cette raison, parce qu'il incarne le moment nodal de la liberté collective et individuelle, il n'est pas, pourrait-on dire dans le sillage de Hannah Arendt, de bonheur plus grand pour l'homme que celui de prendre part à l'élaboration des décisions collectives en accédant à l'action politique dans le cadre d'un espace public. Tout le monde sait bien, sent bien, que les mécanismes de la représentation politique ont fait largement faillite. On ne saurait les abolir parce qu'ils nous protègent de faillites plus retentissantes et sanglantes. Faut-il se résigner pour autant à abandonner définitivement la sphère du politique aux experts et aux professionnels en se bornant à proclamer, maigre consolation, que leur activité n'est pas plus importante que d'autres, que, par exemple, l'organisation d'un concours de pétanque ou d'une exhibition de chiens de race ? Plutôt que de contribuer à la disparition du politique par son ravalement au rang d'une sphère d'activité comme les autres et, comme les autres,

8. Cf. L. WALZER, *Spheres of Justice*, Basic Books, Inc. 1983.

9. Le politique ainsi caractérisé ne se limite nullement au champ de la politique instituée et moins encore à celui de l'action administrative.

abandonnée aux décisions des seuls professionnels de la chose, ne vaudrait-il pas mieux réfléchir aux conditions de possibilités de sa démultiplication et de son essaimage ? De sa démocratisation, en somme, qui implique l'accès de tous à une citoyenneté effective et à la possibilité d'influer concrètement sur la formation de l'opinion publique. c'est dans ce sens que N. Bobbio, ici présenté par Chantal Mouffe, écrit que la véritable mesure des progrès de la démocratie réside dans le nombre de contextes dans lesquels le droit de vote est exercé. Mais une telle mesure est elle-même fort ambiguë et sujette à caution. Ce ne sont pas les occasions de voter qui manquent dans les sociétés modernes. A telle enseigne, d'ailleurs, que cela n'intéresse plus personne sauf les professionnels ou les spécialistes qui ont besoin de l'onction du vote pour être intronisés ou reconduits dans leurs fonctions. Il n'est guère d'endroit où, en de multiples occasions, on ne soit amené à élire ses représentants. Mais il y a, en revanche, de moins en moins de lieux où l'on soit habilité à prendre la parole si l'on n'est pas représentant de quelque chose ou de quelqu'un. Et si l'on est représentant, on ne pourra parler qu'au prorata des intérêts qu'on est censé représenter. La seule chose qui soit rigoureusement interdite dans les règles non dites de la société moderne est de prendre la parole dans un espace public politique non pas en tant que représentant ou que représenté, mais en tant que soi-même, en tant que sujet entier et présumé cohérent. Ou, encore, la seule chose qui soit interdite, c'est la démocratie directe. Pour de très bonnes raisons. Mais aussi pour de mauvaises. Pour de très bonnes raisons : parce qu'il est techniquement impossible de rassembler tous les citoyens d'une grande société sur une immense agora. Parce que, en conséquence, toute tentative de court-circuiter les mécanismes de la représentation parlementaire ne peut qu'aboutir au chaos. Il n'y a pas de sens à faire décider de la politique nucléaire de la France par les citoyens de Trifouillis-les-Oies en tant que citoyens de Trifouillis-les-Oies. En revanche, et c'est là qu'on devine les mauvaises raisons, celles qui concourent à la confiscation du politique par une classe spécialisée, il est beaucoup moins évident qu'une agora ne doive pas exister à Trifouillis-les-Oies, dans les divers quartiers d'une grande ville, ou, par exemple, au sein d'une université, d'un lycée, d'un hôpital, d'une prison, etc. Il y serait discuté des affaires de Trifouillis-les-Oies, du quartier, de l'université, du lycée, de l'hôpital, de la prison, etc. Sur de telles agoras, il n'y aurait nul besoin de représentants, même si ceux-ci devaient être élus pour expédier les affaires courantes et préparer les dossiers. Et il est

clair qu'à discuter des affaires de Trifouillis-les-Oies, d'une université ou d'un hôpital, c'est toute la palette des valeurs ultimes qui se manifesterait et tout le champ des problèmes généraux jusque-là réservés aux représentants nationaux. En retour, les débats nationaux ne pourraient que s'enrichir de l'expression ainsi démultipliée d'opinions et de débats qui sourdraient de partout. Ce qui rend une telle proposition de multiplier les espaces publics politiques de prime abord insolite, outre le fait que c'est contre son esprit même que le politique moderne s'est formé, c'est la représentation hiérarchique de la société qui règne encore même chez ceux qui entendent ravalier les politiques au rang des autres systèmes d'action. Il est présupposé que les affaires communes et générales ne doivent être traitées qu'au sommet, ce sommet qu'occupe l'État et qui est supposé surplomber le reste de la société. Or, le métaniveau instituant, en quoi consiste le politique, n'est en surplomb de rien du tout. En un sens, il n'y a pas de métaniveau. Par une boucle étrange, ce métaniveau est partout et nulle part. Comme dans un hologramme où chaque partie la plus infime reflète la structure du tout, de même que chaque cellule du corps humain contient tous les gènes des autres cellules.

Allons plus loin dans le sens de ce qui paraîtra sans doute à beaucoup ridiculement utopique mais qui ne l'est peut-être que parce que des siècles de formation de l'État-nation ont fait oublier jusqu'au souvenir du fait que la démocratie, c'est d'abord la possibilité d'apparaître à d'autres sujets humains sur un espace public. Le MAUSS s'est fait le champion (un des champions), il y a quelques années déjà, de la création d'un revenu inconditionnel de citoyenneté¹⁰. Mais pour qu'une telle proposition revête tout son sens, encore faut-il qu'existe d'abord une citoyenneté minimale. Avant même que de pouvoir avoir droit à un revenu de citoyenneté, encore faut-il avoir droit à une citoyenneté effective, c'est-à-dire à la possibilité de prendre la parole quelque part en tant que soi-même, hors de toute représentation. L'objectif « de gauche » pourrait être d'instaurer la reconnaissance à tous d'un tel droit de citoyenneté minimal, c'est-à-dire du droit de parler et d'opiner dans au moins un espace public politique. Donc, puisque, au minimum, on réside quelque part (sauf les SDF), dans au moins un espace public territorial. Assurément les difficultés liées à un tel projet sont nombreuses. Personne n'a envie de passer son temps à discuter dans des assemblées irresponsables. Il faut éviter que

10. Cf. *Bulletin du MAUSS*, n^{os} 23 et 25.

les réunions de ces assemblées d'agoras ne soient trop fréquentes et qu'elles ne soient systématiquement manipulées par ceux qui savent, devenant ainsi de simples chambres d'enregistrement ou alors des champs clos ouverts à toutes les démagogies. La difficulté la plus considérable a trait à la délimitation *a priori* des champs de compétence que s'octroieraient de telles agoras ou qui leur seraient reconnus. Faire discuter par des centaines ou des milliers de communes de la politique d'aménagement de la grande couronne parisienne risquerait vite de bloquer toute possibilité de décision. De même, une assemblée de professeurs d'un lycée ne peut pas passer ses journées à discuter de la politique du ministère de l'Éducation nationale. Mais, à l'inverse, s'il n'est débattu que de la répartition des emplois du temps, des heures complémentaires, de gommes ou de crayons, il n'y a pas débat politique, pas de vie, et tout s'étiole. Toutes ces difficultés sont indéniables et redoutables. Qu'on considère cependant qu'elles seront moindres qu'on ne pourrait le craindre s'il est posé que les espaces publics ainsi ouverts n'ont pas vocation à se substituer aux mécanismes classiques de la représentation et de la décision, mais à les compléter, en leur donnant corps, vie et substance. Qu'on considère encore qu'il vaut mieux donner la parole aux jeunes des banlieues défavorisées plutôt que de les vouer à la drogue ou à la violence sans phrases et que le meilleur palliatif à ces maux, outre l'accès à un emploi et à un revenu, passe par la reconnaissance d'un droit de citoyenneté effectif. Et gageons enfin que si nos énarques investissaient le centième de l'énergie et du temps qu'ils consacrent à inventer des réformes mort-nées et à courte vue, que si nos intellectuels allouaient le même centième de temps qu'ils déploient à des raffinements érudits, méthodologiques et herméneutiques, à alimenter l'imagination politique concrète, il y a de fortes chances que des solutions raisonnables seraient assez vite trouvées aux difficultés que nous évoquions. Et le temps presse. Citoyenneté effective ou barbarie. Il ne sera bientôt plus temps de choisir.

A.C.